International business council

ÉTUDE SUR LES BESOINS DE FORMATION DES SECTEURS PRODUCTIFS DE L'ÉCONOMIE AFRICAINE

RAPPORT GÉNÉRAL

ELABORE PAR IBC SPAIN. MAI 2020

Contenu

1. Contexte économique du continent africain 3
   1.1. Caractéristiques des pays objet d'étude 5
2. Le processus d'industrialisation en Afrique 7
   2.1. Le rôle du capital humain dans l'industrialisation 9
3. Contexte de l'enseignement dans le continent africain 11
   3.1. La formation technique et professionnelle en Afrique 12
   3.2. Le développement de capacités numériques dans le cadre de la formation professionnelle 13
4. Financement dans la formation professionnelle en Afrique 15
   4.1. Introduction 15
   4.2. Financement public en Afrique subsaharienne 16
   4.3. Financement privé en Afrique subsaharienne 18
   4.4. Financement public et privé en Afrique subsaharienne 19
   4.5. Fonds de coopération internationale 21
   4.6. Projets multilatéraux en vigueur de formation professionnelle au Sénégal, en Mauritanie et au Cap-Vert 26
5. ANNEXE. Liste de projets TVET en Afrique subsaharienne 28
   5.1. Banque Mondiale 28
   5.2. Banque Africaine de Développement 29
   5.3. Union Européenne 30
   5.4. Agence de Coopération de la France (AFD) 31
   5.5. Agence de coopération du Luxembourg 32

Illustrations

Illustration 1.- Évolution du PIB africain. Source : Banque Africaine de Développement et Fonds Monétaire International. 3
Illustration 2.- Ventilation du PIB africain par régions. Source : Banque Africaine de Développement. 4
Illustration 3.- Pauvreté et inégalités en Afrique face aux autres régions. Source : Banque Mondiale. 4
Illustration 4.- Classement des pays africains selon leur profil économique. Source : Banque Africaine de Développement. 5
Illustration 5.- Comparative de la valeur ajoutée de fabrication. Source : Banque Mondiale, Nation Master et McKinsey. 8
Illustration 6.- Opportunités pour le secteur privé dans le développement de l'enseignement de l'Afrique. Source : The Business of Education in Africa ; Caerus Capital & EY. 13
Illustration 7.- Écart en Afrique subsaharienne entre l'offre et la demande concernant les capacités digitales par niveau de capacité. Source : IFC 14
Illustration 8. Sources de financement pour la formation professionnelle. Source : UNESCO 16
Illustration 9. Soutien Officiel au Développement pour l'Enseignement. Source : OCDE 21
Illustration 10. Donation par pays. Source :OCDE. Élaboration ad hoc 22
Illustration 11. Aide Officielle pour le Développement par région (année 2017). Source OCDE. Élaboration ad hoc 23
Illustration 12- Investissement par sous-secteur en matière d'enseignement au cours de l'année 2017. Source : OCDE. Élaboration ad hoc 24
Illustration 13. Évolution de l'AOD en Afrique 2000-2017. Source OCDE 24

Tableaux

Tableau 1. Principaux indicateurs démographiques, relatifs à l'enseignement et économiques des pays objet de l'étude. Source : élaboration ad hoc à partir des données de CIA World Factbook. 6
Tableau 2.- Classement de la capacité industrielle 2018. Source : UNIDO 7
Tableau 3. Types de PPP en formation. Source : UNESCO. Élaboration ad hoc 19
Tableau 4. Impôt sur les salaires et main-d'œuvre (% sur le PIB). Année 2017. Source : OCDE. Élaboration ad hoc 20
Tableau 5. Majeurs donateurs et receveurs de financement en matière d'enseignement (2017). Source : OCDE. Élaborarion ad hoc 25
Tableau 6. Projet multilatéraux de FP au Sénégal, en Mauritanie et au Cap-Vert. Source : diverses. Élaboration ad hoc 27

1. Contexte économique du continent africain

La croissance économique de l'Afrique a atteint le 3,4% en 2019, approximativement le même qu'au cours de 2018[1]. Même s'il est stable, ce taux est au-dessous de la moyenne enregistrée sur 10 ans de croissance de 5% pour la région. Cette croissance, inférieure aux attentes, est due, en partie, à l'expansion modérée des cinq grands pays du continent : l'Algérie, l'Égypte, le Maroc, le Nigéria et l'Afrique du Sud, lesquels, ensemble, se sont développé à un taux moyen de 3,1%, par rapport à la moyenne de 4,0% du reste du continent. Il est attendu que la croissance moyenne du continent augmente jusqu'à 3,9% en 2020 et 4,1% en 2021[2].

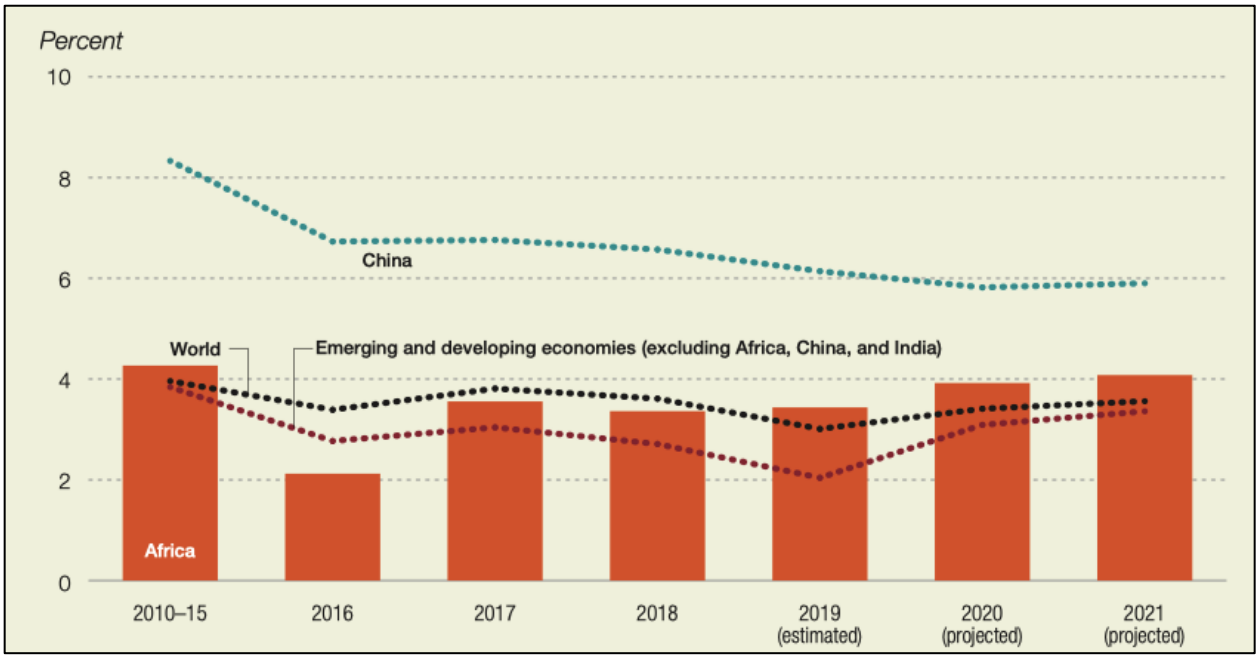


Illustration 1.- Évolution du PIB africain. Source : Banque Africaine de Développement et Fonds Monétaire International.

La croissance estimée de l'Afrique cache des importantes variations interrégionales et entre les pays. L'Afrique orientale conserve sa première place en tant que région ayant la croissance la plus rapide du continent, avec une croissance moyenne estimée de 5,0% en 2019. L'Afrique du Nord est la deuxième région ayant la croissance la plus rapide, avec un 4,1%. La croissance de l'Afrique occidentale a augmenté à 3,7% en 2019, face à 3,4% de l'année précédente. Il est estimé que la croissance de l'Afrique centrale a augmenté à 3,2% en 2019, face à 2,7% de l'année précédente. La croissance de l'Afrique australe a diminué de 1,2% à 0,7%, dû à plusieurs catastrophes naturelles[3].

[1] Conformément aux données de l'OCDE dans son « African Economic Outlook 2020 ».
[2] Projections préalables à la crise du COVID-19.
[3] Déplacement des cyclones Idai (mars 2019) et Kenneth (avril 2019), qui ont causé une destruction importante au Mozambique.

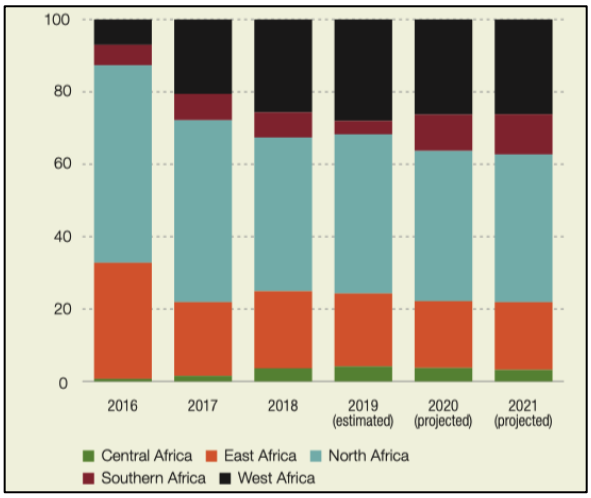


Illustration 2.- Ventilation du PIB africain par régions. Source : Banque Africaine de Développement.

En 2019, pour la première fois en 10 ans, les frais d'investissement ont représenté une part plus importante (plus de la moitié) de la dynamique de croissance du PIB par rapport à la consommation. Les exportations nettes ont également contribué, dans une large mesure, particulièrement parmi les exportateurs de produits de base, au fur et à mesure que les prix du pétrole se sont récupérés.

L'inflation continue à être systématiquement élevée. Cependant, le taux moyen d'inflation du continent s'est réduit en 2 points de pourcentage, de 11,2% en 2018 à 9,2% en 2019, avec des variations considérables entre les pays et les économies. Les banques centrales ont réagi en ajustant les taux d'intérêt pour gérer la demande interne. Dans les pays avec des pressions inflationnistes à la baisse, les taux d'intérêt ont été réduits pour encourager l'investissement et stimuler la croissance.

Bien que de nombreux pays ont subi des fortes périodes de croissance, quelques-uns ont enregistré des réductions considérables de la pauvreté extrême et des inégalités, qui continuent à être élevées dans les autres régions du monde. En moyenne, entre les périodes 2000-05 et 2010-17, la consommation des classes inférieures a augmenté plus lentement par rapport à la population moyenne. Tandis que la consommation moyenne par habitant dans le continent a augmenté à un rythme de 3,3% annuel pendant les deux sous-périodes, le taux moyen de croissance des pauvres n'a atteint que le 3,0%. Bien que les populations pauvres ont bénéficié de la croissance économique sans précédent du continent entre 2000 et 2016, la croissance de sa consommation n'a pas été suffisamment rapide pour échapper de la pauvreté, qui a diminué à un rythme plus lent en Afrique par rapport au reste du monde en développement.

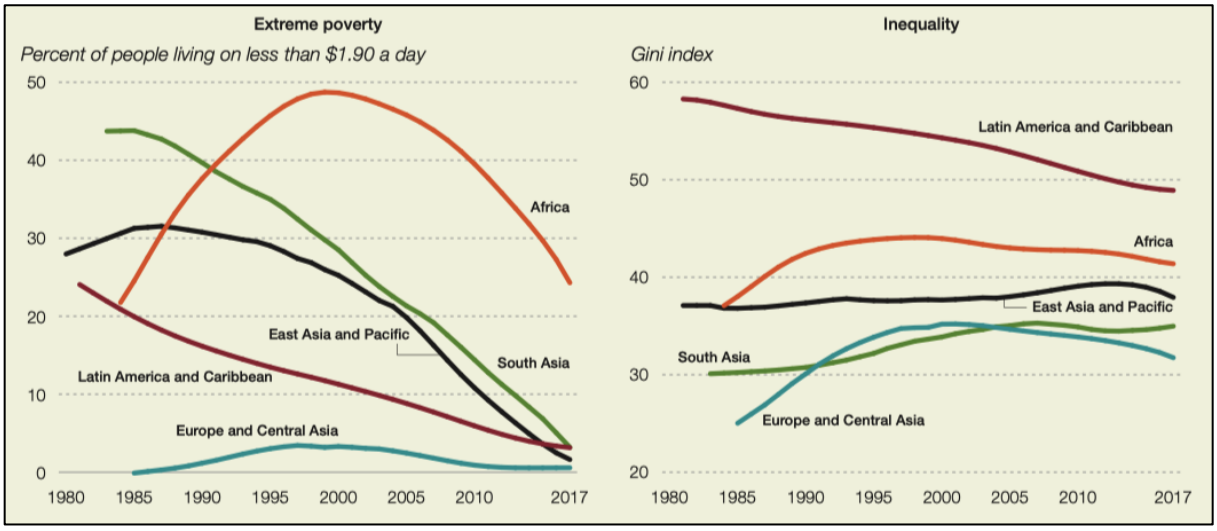


Illustration 3.- Pauvreté et inégalités en Afrique face aux autres régions. Source : Banque Mondiale.

Oil exporters	Other-resource exporters	Nonresource exporters	Fragile countries	Nonfragile countries
Algeria	Botswana	Benin	Burkina Faso	Algeria
Angola	Burkina Faso	Burundi	Central African Republic	Angola
Cameroon	Central African Republic	Cabo Verde	Chad	Benin
Chad	Democratic Republic of Congo	Comoros	Comoros	Botswana
Congo	Ghana	Côte d'Ivoire	Congo	Burundi
Egypt	Guinea	Djibouti	Côte d'Ivoire	Cabo Verde
Equatorial Guinea	Liberia	Eritrea	Democratic Republic of Congo	Cameroon
Gabon	Mali	Ethiopia	Djibouti	Egypt
Libya	Namibia	Gambia	Eritrea	Equatorial Guinea
Nigeria	Niger	Guinea-Bissau	Guinea	Ethiopia
South Sudan	Sierra Leone	Kenya	Guinea-Bissau	Gabon
	South Africa	Lesotho	Liberia	Gambia
	Sudan	Madagascar	Madagascar	Ghana
	Tanzania	Malawi	Mali	Kenya
	Zambia	Mauritania	Mozambique	Lesotho
	Zimbabwe	Mauritius	São Tomé and Príncipe	Libya
		Morocco	Sierra Leone	Malawi
		Mozambique	Somalia	Mauritania
		Rwanda	South Sudan	Mauritius
		São Tomé and Príncipe	Sudan	Morocco
		Senegal	Togo	Namibia
		Seychelles	Zimbabwe	Niger
		Somalia		Nigeria
		eSwatini		Rwanda
		Togo		Senegal
		Tunisia		Seychelles
		Uganda		South Africa
				eSwatini
				Tanzania
				Tunisia
				Uganda
				Zambia

Illustration 4.- Classement des pays africains selon leur profil économique. Source : Banque Africaine de Développement.

Conformément à projection de l'OCDE, si on maintient les tendances actuelles, l'Afrique continuera sans atteindre l'objectif d'éliminer la pauvreté extrême pour 2030. Le taux de pauvreté extrême se réduira de 33,4% en 2018 à 24,7% en 2030, ce qui dépasse largement la cible de 3% de l'objectif de Développement Durable des Nations Unies. Le nombre de personnes en situation de pauvreté extrême sera réduit légèrement à près de 8 millions de personnes, à 429,1 millions en 2018 à 421,2 millions en 2030. En plus, on prévoit que les taux de pauvreté dans toutes les régions, à l'exception de l'Afrique du Nord, demeurent bien au-dessus de la cible du 3% pour 2030.

1.1. Caractéristiques des pays objet de l'étude

À la suite, on va comparer les données socioéconomiques les plus importantes du Cap-Vert, de la Mauritanie et du Sénégal par rapport à ceux de l'Espagne selon les données de la CIA World FactBook afin de visualiser les aspects clés qui serviront comme point de départ dans les analyses successives qui seront réalisées dans ce rapport et dans d'autres rapports spécifiques.

Dans l'ensemble, on peut apprécier, premièrement, la population jeune des pays africains, spécialement en Mauritanie et au Sénégal et leur accroissement de la population (4 fois plus rapide qu'en Espagne).

Il est souligné, également, le pourcentage de population urbaine dans les pays africains, bien inférieur à celui de l'Espagne, bien que le rythme d'urbanisation progresse à pas de géant, dû à des facteurs comme l'industrialisation des économies et au changement climatique entre autres facteurs.

Quant à l'enseignement, il est souligné l'alphabétisation élevée du Cap-Vert et la marge d'amélioration au Sénégal et à la Mauritanie. Quant aux dépenses concernant l'enseignement par rapport au PIB, le Cap-Vert et le Sénégal ont des dépenses plus élevées par rapport à celles de l'Espagne, dû, entre autres facteurs, à l'aide officielle au développement, qui sera analysée dans ce document.

Concernant le domaine de l'emploi, les secteurs qui génèrent le plus d'emplois sont le secteur primaire et tertiaire dans les trois pays africains, ce qui indique que le secteur industriel dans ces pays continu à avoir du potentiel de croissance, surtout en Mauritanie et au Cap-Vert.

Dernièrement, quant aux aspects macroéconomiques dus à la dépendance élevée de la Mauritanie envers la Chine et les matières premières, elle a observé que sa croissance économique a été réduite. Dans les cas du Cap-Vert et du Sénégal, ils présentent plus de résilience dû à leur diversification dans le secteur des services comme celui du tourisme. Le PIB par habitant du Sénégal et de la Mauritanie, ainsi que le pourcentage de population avec un faible niveau de pauvreté sont nettement à améliorer.

Indicateur	Unités	Espagne	Cap-Vert	Mauritanie	Sénégal
Population	Millions d'habitants	50,10	0,50	4,00	15,70
Population 0-14 ans	% Population	15,10	27,90	37,56	40,38
Population 15-24 ans	% Population	9,90	18,69	19,71	20,35
Population 25-54 ans	% Population	43,60	40,76	33,91	31,95
Croissance de la population	%	0,67	1,28	2,10	2,31
Population urbaine	%	80,80	66,70	55,30	48,10
Dépenses consacrées à l'enseignement	& PIB	4,20	5,20	2,60	4,80
Taux d'alphabétisation	% Population	98,40	86,80	53,50	51,90
Chômage entre 15-24 ans	% Population	34,30	27,80	15,20	8,10
PIB	Milliards USD	1 778,00	0,30	0,17	0,54
Croissance PIB	%	3,00	4,00	3,50	7,20
PIB par habitant	USD	38 400,00	7 000,00	4 500,00	3 500,00
Population active	Millions d'habitants	22,75	0,19	1,43	6,90
Emplois dans le secteur primaire	% Population active	4,20	8,90	50,00	77,50
Emplois dans le secteur secondaire	% Population active	24,00	17,50	1,90	22,50
Emplois dans le secteur tertiaire	% Population active	71,70	73,70	48,10	22,50
Taux de chômage	% Population active	17,20	9,00	10,20	48,00
Population sous le seuil de pauvreté	% Population	21,10	30,00	31,00	46,70
Taux d'inflation	%	7,00	0,80	2,30	1,30
Utilisateurs d'Internet	% Population	80,60	48,20	18,00	25,70

Tableau 1. Principaux indicateurs démographiques, relatifs à l'enseignement et économiques des pays objet de l'étude. Source : élaboration ad hoc à partir des données de CIA World Factbook.

2. Le processus d'industrialisation en Afrique

Nous devons considérer le jalon récent de la mise en place de la Zone Continentale de Libre Commerce de l'Afrique (AfCFTA) en mars 2018, celle-ci constitue un marché unique de biens et de services dans le continent qui vise à libérer le potentiel manufacturier et faciliter l'industrialisation, en encourageant la croissance durable et l'emploi, entre autres objectifs.

Le principal avantage de l'industrie manufacturière est l'absorption de grandes tranches de travailleurs en donnant des emplois productifs et avec une rémunération décente. Tout au long de l'histoire, cette recette exacte a fait que les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, le Japon et l'Allemagne deviennent les nations les plus riches du monde. Récemment, une nouvelle ère d'industrialisation a aider à encourager la Chine pour qu'elle devienne une des économies ayant une des plus rapides croissances du monde, disposant de la meilleur classe moyenne, suivie de près par d'autres pays du Sud-Est asiatique. Tous ces éléments sont des exemples de comment l'industrialisation peut générer un changement structurel rapide, stimuler le développement et soulager la pauvreté et le chômage.

Cependant, ce discours semble exclure beaucoup de nations africaines. Malgré son potentiel de fabrication et ses trajectoires prometteuses, la majorité des pays africains ont continué d'avoir une absence relative d'usines. L'Agence des Nations Unies pour le Développement Industriel (UNIDO) situe les pays de l'Afrique subsaharienne dans le groupe de bas de son classement de compétitivité industrielle (CIP - Competitive Industrial Performance Index), qui analyse la capacité de 150 économies.

Regional rank	Country	Global rank	2010-2016	1990-2016
1	South Africa	45	5	2
2	Swaziland	84	2	14
3	Botswana	85	-5	3
4	Mauritius	86	0	20
5	Namibia	95	8	9
6	Kenya	103	-1	0
7	Côte d'Ivoire	105	12	6
8	Senegal	108	2	-4
9	Gabon	109	-2	-12
10	Congo	113	1	-21
11	Nigeria	115	27	-8
12	Cameroon	117	8	12
13	Zambia	119	2	-6
14	Ghana	123	-4	4
15	Zimbabwe	124	8	31
16	Mozambique	125	-14	-17
17	Madagascar	126	1	-1
18	United Republic of Tanzania	127	6	-10
19	Uganda	129	-2	-15
20	Angola	130	-2	-11
21	Central African Republic	132	-10	2
22	Malawi	134	1	-2
23	Cabo Verde	136	-2	1
24	Niger	140	-1	9
25	Rwanda	141	-3	-8
26	Ethiopia	143	-4	-5
27	Gambia	145	-1	0
28	Burundi	148	3	5
29	Eritrea	149	1	3

Tableau 2.- Classement de capacité industrielle 2018. Source : UNIDO

Ce développement limité représente une opportunité perdue pour la transformation économique et la génération d'emploi de qualité qui réduise la pauvreté.

Le côté positif de cette situation est le potentiel qui constitue. Il est prévu que les dépenses d'entreprise à entreprise concernant la fabrication en Afrique atteindront les 666,300 milliards de dollars en 2030. Les experts internationaux considèrent que l'Afrique est « le prochain grand centre manufacturier du monde », en capturant potentiellement une partie des 100 millions d'emplois manufacturiers intensifs de main-d'œuvre sortant de la Chine en 2030. Cette tendance représente une énorme opportunité pour le continent, non seulement pour les pays comme l'Afrique du Sud, l'Égypt et le Nigeria, mais aussi pour les agents les plus récents tels que l'Éthiopie, le Maroc, le Rwanda et autres (lesquels ont adopté récemment des politiques permettant le développement manufacturier et industriel).

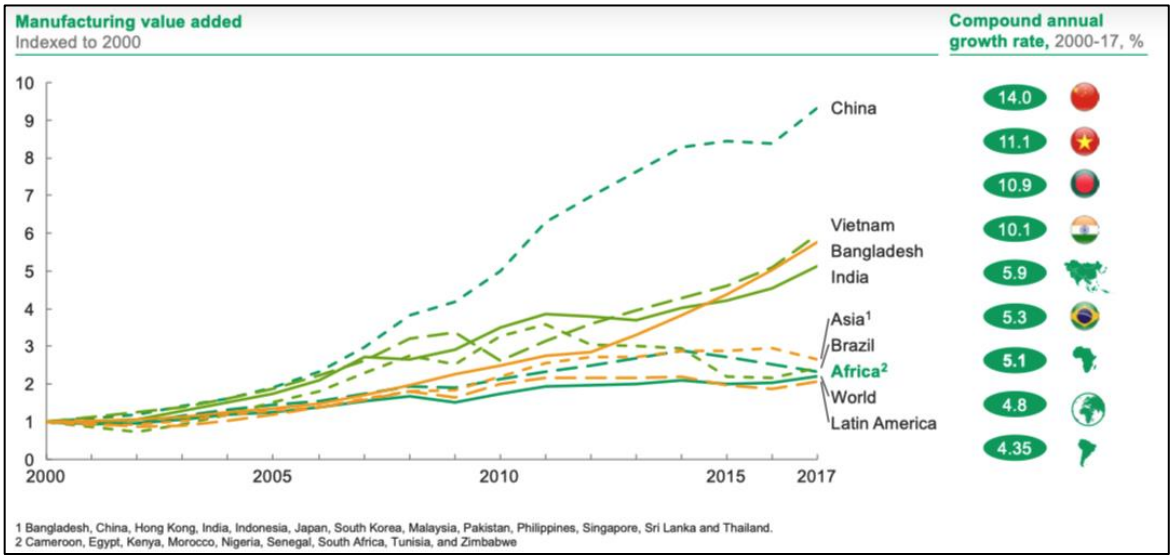


Illustration 5.- Comparative de la valeur ajoutée de fabrication. Source : Banque Mondiale, Nation Master et McKinsey.

Les dirigeants mondiaux et les principaux organismes multilatéraux se rendent de plus en plus compte que la fabrication est un facteur important pour aider l'Afrique à réaliser ses objectifs d'atteindre avec succès l'étape suivante de développement économique. L'Union Africaine a placé le secteur à la tête et au centre de son Programme 2063. Les gouvernements africains sont en train de chercher des formes nouvelles et novatrices d'attirer des investissements et encourager l'industrie, en appliquant des stratégies impliquant des investissements spécifiques en infrastructures, une meilleure intégration régionale et la mise en place de zones économiques spéciales pour les sous-secteurs prioritaires.

Nous devons ajouter, à ces facteurs, quatre autres axes en tant que moteurs du développement industriel du continent :

- **La démographie**

Afrique disposera de 2 milliards de personnes en 2050 - plus d'un cinquième de la population mondiale projetée, la plus grande et plus jeune main-d'œuvre pour 2025 et plus de 500 millions de personnes dans le marché du travail. La clé pour créer le dividende démographique de l'Afrique repose sur l'absorption efficace de cette main-d'œuvre dans des activités/secteurs à forte intensité de main-d'œuvre et fortement productifs.

- **L'urbanisation**

L'Afrique a le deuxième taux d'urbanisation la plus élevée du monde et pour 2050, le 56% de sa population sera urbaine. Dans les prochains 10 ans, il est attendu que les 20 villes les plus grandes de l'Afrique augmentent de 50%. Cela représente des nouvelles opportunités dans le développement des infrastructures et des services.

- **La consolidation de la classe moyenne et les marchés intérieurs**

Avec une population croissante et une urbanisation rapide, une classe moyenne est renforcée et devienne de plus en plus nombreuse. En 2010, 150 millions d'africains constituaient la classe moyenne, un nombre qu'on estime qui atteint les 210 millions en 2020 et augmente à 490 millions

en 2040. C'est un marché avec une valeur de 250 milliards de dollars et on prévoit qu'il augmente à un taux annuel du 5% pour 2025.

- **La digitalisation et l'innovation technologique**

En 2016, les technologies et les services mobiles ont généré une valeur économique de 110 milliards de dollars dans l'Afrique subsaharienne, ce qui équivaut au 7,7% du PIB. Il est prévu qu'il atteint les 142 milliards de dollars, c'est-à-dire, le 8,6% du PIB pour 2020, car les pays bénéficient des améliorations dans la productivité et l'efficacité pour l'augmentation de l'adoption de services mobiles. Le secteur des technologies mobiles donnait de l'emploi à environ 3,5 millions de personnes dans l'Afrique subsaharienne en 2016. Il est estimé que le nombre de connexions de large bande mobile dépasse les 500 millions en 2020.

2.1. Le rôle du capital humain dans l'industrialisation

Au niveau le plus basique, et particulièrement pour les sous-secteurs ayant un usage intensif de main-d'œuvre, l'industrie est aussi saine que la population composant son offre de main-d'œuvre. La qualité de la main-d'œuvre d'un pays, ou son stock de capital humain, est lié à la flexibilité, la productivité et la capacité d'innovation du pays. L'analphabétisme, les faibles niveaux d'enseignement et les mauvaises conditions de santé de la population représentent un obstacle pour la productivité d'une usine individuelle et sa capacité pour absorber des nouvelles technologies, ce qui a un impact négatif sur la diversification des produits manufacturés dans toute l'économie. En plus, seulement à travers l'innovation continue, dans le développement de produits formels ou dans l'amélioration des processus de gestion - qui nécessitent un capital humain de bonne qualité-, on peut atteindre la croissance à long terme.

Les faits soutiennent l'impact du capital humain dans la croissance de l'industrie manufacturière en Afrique. Par exemple, on estime qu'en Afrique on perd 40 milliards d'heures de travail chaque année dû à quelque chose d'aussi simple que le manque d'eau courante dans les ménages. Des obstacles comme celui-ci, combinés avec le coût et la disponibilité limitée de médicaments ou d'installations sanitaires sûres, font que les maladies et les affections constituent une limitation persistante de la productivité et de la main-d'œuvre africaine. L'enseignement et l'expérience sont des limitations particulières pour la croissance des petites et des moyennes entreprises. À Ghana, par exemple, les propriétaires et les travailleurs des petites et des moyennes entreprises ont, en moyenne, cinq ans d'expérience professionnelle, c'est-à-dire, à peine la moitié de celle des travailleurs des grandes entreprises.

Cependant, les différentes publications économiques internationales garantissent le chemin positif parcouru quant au développement du capital humain nécessaire pour l'industrialisation. Les niveaux d'enseignement dans le continent sont en train d'améliorer, et la proportion de la population qui a achevé l'enseignement primaire n'a cessé d'augmenter dans les 40 dernières années, même si on a maintenu approximativement un 20% au-dessous de la moyenne mondiale. Cela est crucial, car plusieurs études ont découvert que les entrepreneurs et les gérants les plus formés du Kenya et du Zimbabwe ont des entreprises qui prospèrent plus rapidement. En plus, beaucoup de marchés émergents de l'Afrique occupent déjà une place beaucoup plus importante en termes de capacité d'innovation par rapport aux prévisions de leurs indicateurs d'enseignement, comme l'Afrique du Sud et le Kenya (rangs 33 et 34 dans le monde relatif à l'innovation, respectivement). Autres pays comme le Maroc (rang 129 dans le monde), ont un long chemin à parcourir, et l'amélioration de leur capacité d'innovation dépendra des progrès en matière d'enseignement.

Afin de profiter tout le potentiel du capital humain de l'Afrique, les chargés de l'élaboration de politiques qui doivent ajuster les programmes d'étude de l'enseignement pour garantir que les compétences sont adaptées au marché. Les responsables de l'élaboration de politiques devront réviser les programmes d'études pour se concentrer sur l'acquisition de compétences. Ils doivent créer, également, des capacités pour l'esprit d'entreprise et le travail indépendant par le biais de trois flux principaux : 1) la formation commerciale à un jeune âge et le perfectionnement des compétences à un âge avancé ; 2) une meilleure promotion de la science, la technologie, l'ingénierie, l'esprit d'entreprise et les mathématiques ; et 3) la formation professionnelle et dans l'emploi.

En plus, les responsables de l'élaboration des politiques devront aussi favoriser la migration continentale de travailleurs hautement qualifiés comme solution immédiate pour les besoins urgents de capital humain.

3. Contexte de l'enseignement dans le continent africain

Malgré les progrès réalisés pendant les dernières décennies, l'Afrique continue à être en retard par rapport à d'autres régions en développement en ce qui concerne l'enseignement et le développement de compétences. La majorité des pays africains, dans tous les niveaux de revenu, présentent un niveau plus faible d'enseignement, tant en quantité (mesure pour la moyenne d'années de scolarité) qu'en qualité (mesure pour les résultats des examens ou le niveau de scolarité).

La contribution de l'enseignement à l'augmentation de la croissance de la productivité du travail au niveau macro est limitée en Afrique dû au manque de complémentarité entre le capital humain et le capital physique. Cela est dû, probablement, à la faible qualité de l'enseignement, car les années d'enseignement génèrent peu ou pas de capital humain. L'investissement dans la qualité de l'enseignement peut augmenter la productivité des travailleurs et les entreprises de l'Afrique.

Les connaissances et les qualifications ne sont pas utilisées convenablement dans les marchés du travail de l'Afrique. Presque la moitié des jeunes employés perçoivent que ses capacités ne sont pas conformes à leurs travails, alors qu'environ deux tiers des jeunes ont une instruction insuffisante. Cette forte prévalence de déséquilibres concernant les compétences et l'enseignement ont des effets nuisibles dans les salaires, la satisfaction au travail et la recherche d'emplois.

L'amélioration du taux d'alphabétisation de base est aussi importante que le développement de l'enseignement supérieur pour augmenter la complexité économique et mieux intégrer l'Afrique à l'économie des connaissances. Pour diversifier la capacité de production du continent, il est nécessaire d'améliorer les connaissances de base de la main-d'œuvre, y compris celles de la lecture, l'écriture et l'arithmétique, et disposer d'administrateurs mieux formés et hautement qualifiés pour accéder aux nouveaux marchés. Les programmes d'enseignement et formation doivent être mis à jour, s'adapter et s'étendre pour se maintenir à la hauteur des compétences techniques et supérieures exigées par les emplois de la Quatrièmes Révolution Industrielle.

Les actions politiques dans le domaine de l'enseignement et le développement de capacités doivent inclure des mesures pour améliorer la quantité et la qualité de l'enseignement et aligner la politique de l'enseignement avec les besoins du marché du travail. Les gouvernements doivent améliorer l'accès aux écoles dans les zones reculées, augmenter les mesures d'incitation pour investir dans l'enseignement, développer un système d'enseignement basée sur la demande qui est conforme aux besoins des employeurs, investir dans la nutrition pour aider les enfants les plus pauvres à développer ses capacités cognitives et créer des capacités en matière de technologies de l'information et les communications.

Les nouvelles technologies offrent à l'Afrique des opportunités pour innover et faire un bond dans l'enseignement et la formation. Beaucoup de pays comme le Kenya, l'Afrique du Sud et l'Ouganda représentent des pôles d'innovation en matière d'enseignement, dont les meilleures pratiques devraient s'étendre au reste du continent.

3.1. La formation technique et professionnelle en Afrique

Selon la Banque Africaine de Développement, entre 10 et 12 millions de jeunes du continent intègrent le marché du travail chaque année, alors que seulement 3,1 millions d'emplois sont créés, ce qui laisse à un grand nombre de jeunes au chômage. En plus, il existe une grande contradiction en ce qui concerne l'emploi en Afrique subsaharienne. On ne créé pas suffisamment de postes de travail pour satisfaire la demande croissante d'emplois. Cependant, au même temps, il y a un manque de compétences pour les postes de travail disponibles.

Une grande partie de ce manque de connaissances spécialisées se trouve dans les emplois techniques et professionnels. Cela est dû à la perception négative de l'enseignement et la formation technique et professionnelle de la part du public : les jeunes préfèrent les études hautement académiques pour l'enseignement et la formation technique et professionnelle.

En Afrique et dans d'autres parties du monde, il y a un malentendu commun concernant l'Enseignement et la Formation Technique et Professionnelle (TVET). Il est souvent fragilisé et sous-estimé, comme si ceux qui la suivent étaient incapables de « réussir » dans la vie. Cette stigmatisation provoque des grands dégâts, car les élèves qui poursuivent ce chemin - par choix ou par la force - se sentent diminués.

Bien qu'il soit peut-être certain le fait que dans quelques parties du monde industrialisé, certains emplois techniques pouvaient être remplacés par l'automatisation dans un avenir proche, il est probable que ce ne soit pas le cas en Afrique. Le continent se trouve à l'aube de sa propre révolution industrielle et nécessite, plus que jamais, de travailleurs techniques talentueux.

Le chemin d'enseignement professionnel n'est pas un chemin de « deuxième chance ». Il ne doit pas être réservé aux élèves qui ont une mauvaise performance à l'école. Malheureusement, la majorité des parents et des maîtres ont des préjudices et ne voient pas ces chemins d'étude comme suffisamment bons. Ce malentendu commun de la TVET porte atteinte à tout le système dans son ensemble, car la TVET forme souvent les jeunes plus efficacement que l'université pour entrer sur le marché du travail.

La TVET informelle est la forme principale en Afrique subsaharienne. Dans quelques pays, elle représente le 80-85% de la formation professionnelle. Les maîtres informels sont principalement des artisans de la rue : mécaniciens, réparateurs d'électroménagers, électriciens, plombiers, créateurs de mode, coiffeurs, etc. Ses apprentis constituent, souvent, sa seule main-d'œuvre, il les maintient pendant environ 3 ans et il les apprend tout ce qu'ils savent. Ces apprentis ne font que des stages, de la formation dans le travail, ils achèvent leur formation avec des capacités réelles et applicables et non pas avec des connaissances purement théoriques.

Mais il y a aussi des enjeux liés à ces apprentissages informels :

- Les maîtres-artisans demandent de l'argent à leurs apprenties pour partager leurs connaissances avec eux, malgré le fait que leurs apprentis sont souvent leurs seuls employés et contribuent à leur rotation.
- Dans le système informel, il n'existe pas de programme d'études indiquant ce qu'il faut apprendre ou pas. Dans la plupart des cas, la formation consiste simplement à observer les actions du maître et les répéter. Par conséquent, la qualité de la formation est, dans une large mesure, liée à la motivation et l'engagement de chaque maître, mais aussi de son niveau de connaissances.

Le secteur privé doit jouer un rôle très important dans l'amélioration de la formation des jeunes. Même dans un contexte dans lequel l'économie formelle représente une proportion si petite de l'activité

économique de la région, il faut l'encourager pour en faire davantage. La majorité des entreprises s'efforcent pour trouver les talents appropriés, donc il convient d'agir et investir davantage dans le développement des compétences.

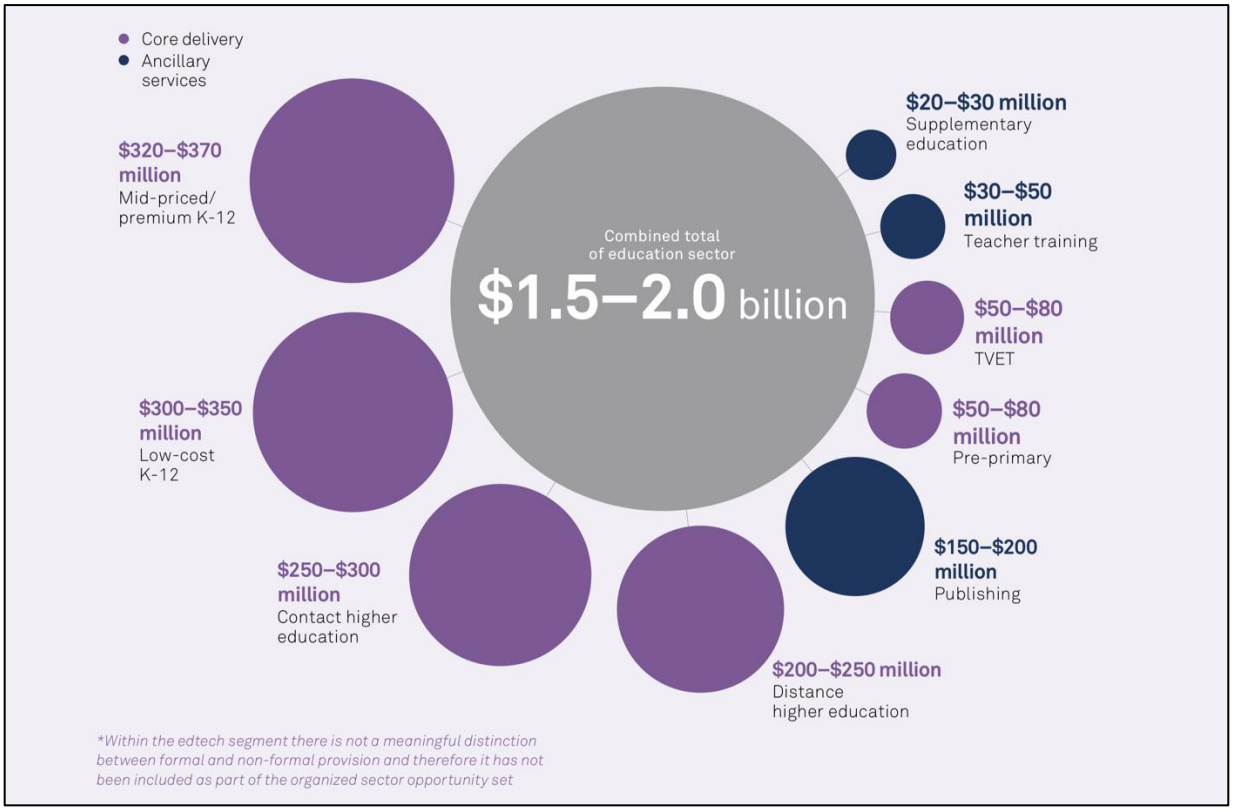


Illustration 6.- Opportunités pour le secteur privé dans le développement de l'enseignement de l'Afrique. Source : The Business of Education in Africa; Caerus Capital & EY.

Le secteur peut élaborer des programmes pour offrir des stages, des programmes de diplômés et des apprentissages pour attirer et développer les diplômés de l'enseignement et la formation technique et professionnelle.

3.2. Le développement de capacités numériques dans le cadre de la formation professionnelle

On poursuit une transition dans l'économie mondiale qui perturbera la situation des emplois et du travail. Environ le 65% des enfants qui entrent à l'école primaire actuellement, selon une estimation, occuperont un emploi qui n'existe encore pas. L'automatisation est en train de mettre au défi les limites traditionnelles des entreprises et étendre les chaînes mondiales d'approvisionnement, ce qui peut permettre que certains groupements ruraux liés aux petites et moyennes entreprises apparaissent avec des opportunités dans tout le monde. Les plateformes en ligne donnent la possibilité de créer des industries totalement nouvelles et en redéfinissant les interactions avec les clients et les employés. L'automatisation est en train de changer la demande de main-d'œuvre, car les avancements technologiques rendent possible le fait que les machines réalisent les travaux réalisés préalablement par les personnes.

Il est attendu que la technologie augmente la demande de main-d'œuvre, mais il est probable que l'expansion des nouveaux travaux et le ralentissement des anciens soit différent dans chaque secteur. Cette période de changement est connue comme la Quatrième Révolution Industrielle, et aura des effets positifs et négatifs. Les travailleurs à qualification faible et élevée ressentent déjà les effets, et les économies émergentes avec la majorité des emplois à faible productivité courent le risque de souffrir des troubles.

Cela rend impératif l'apprentissage de nouvelles capacités. On a besoin de différents ensembles de capacités pour le futur, étant les capacités socio-comportementales et numériques les plus critiques pour le succès. Les employeurs prévoient que plus du 40% des capacités requises pour la main-d'œuvre changeront avant 2022, avec plus de la moitié des employés ayant besoin d'apprendre des capacités différentes ou plus avancées.

Les connaissances numériques sont essentielles pour la main-d'œuvre future de l'Afrique, étant les connaissances de base les plus importantes. Le marché du travail des capacités numériques en Afrique subsaharienne est déjà très développé et il est estimé que la demande augmente.

Il est plus probable que ces connaissances aident à mobiliser la croissante classe moyenne de l'Afrique subsaharienne. Presque le 65% des personnes recrutés pour des postes de travail chez les entreprises africaines enquêtées nécessitent, au moins, un niveau de base de connaissances numériques. Les connaissances de base sont essentielles, mais la compétitivité dépendra, également, de la capacité du secteur croissant des services de la région pour profiter des connaissances numériques moyennes, comme l'usage de programmes informatiques professionnels et la gestion de données. Quelques connaissances moyennes et avancées, comme l'analyse de données et l'intelligence artificielle/apprentissage automatique, sont identifiés entre les principales connaissances nécessaires pour la main-d'œuvre future. Il est probable que la proportion d'employés nécessitant des connaissances numériques plus avancées augmente au fur et à mesure que les secteurs acquièrent des capacités numériques progressivement.

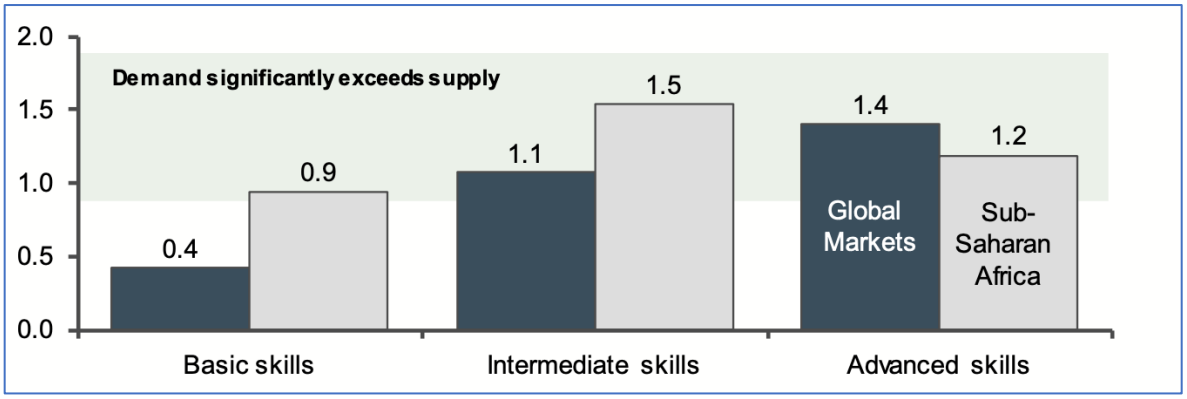


Illustration 7.- Écart en Afrique subsaharienne entre l'offre et la demande concernant les capacités digitales par niveau de capacité. Source : IFC

Il y aura 230 millions d'emplois numériques en Afrique subsaharienne pour 2030. Ceci signifiera 650 millions d'opportunités de formation pour 2030, y compris le recyclage nécessaire.

La technologie numérique permet aux agriculteurs d'obtenir des meilleures informations, même de la part de l'administration publique, ce qui permet d'améliorer la productivité agricole. Ils ont besoin, également, de connaissances numériques pour accéder à des assurances et à des programmes d'économies et de crédits pour acheter des outils agricoles. Il est probable que la demande de

connaissances numériques augmente aussi dans les secteurs industriels, car la technologie peut aider à réduire les dangers des travaux physiques, et les outils comme les vidéos en ligne et les messages de texte peuvent servir de support pour la formation et la communication dans le travail. L'industrie des services a les niveaux les plus élevés prévus d'exigences de connaissances numériques.

Le plus grand besoin de connaissances numériques en Afrique subsaharienne est celui de la formation parmi les entreprises (B2B) et entre les entreprises et les gouvernements (B2G). Les produits et les services d'enseignement sont souvent dispensés de l'une des trois manières suivantes : d'entreprise à entreprise, d'entreprise à gouvernement ou d'entreprise à consommateur. Les modèles d'entreprise à entreprise impliquent la vente de produits ou services à des institutions comme les écoles, les entités commerciales ou les fournisseurs d'enseignement. Les modèles de l'entreprise au gouvernement impliquent la vente de produits ou services à des gouvernements locaux ou nationaux, pendant que les modèles d'entreprise à consommateur de l'enseignement sont destinés aux consommateurs, avec des produits qui sont souvent achetés par les élèves et les parents.

4. Financement dans la formation professionnelle en Afrique

4.1. Introduction

Normalement, dans tous les pays, l'État est encore le plus grand contributeur aux dépenses consacrées à l'enseignement général et à la formation professionnelle et technique. Selon la Banque Mondiale, la moyenne annuelle dans le monde de l'investissement public en matière d'enseignement dans son ensemble était du 4,6% du PIB au cours de l'année 2016 (dernière donnée disponible).

Dans le cas de l'Afrique subsaharienne, le niveau de ressources publics consacrés varie entre le 1,1% et le 9,6% de l'investissement du PIB en Afrique subsaharienne, étant le 4,6% du PIB la moyenne de l'investissement en matière d'enseignement en Afrique subsaharienne au cours de l'année 2018.

Ce niveau d'investissement en matière d'enseignement en termes de PIB dans la région, oblige à la majorité des pays à adopter une stratégie de diversification des sources de financement pour atteindre un domaine public plus large, en optimisant, au même temps, les coûts de formation.

Généralement, au niveau global et dans le cas concret de l'Afrique subsaharienne, il existe des différentes sources de financement pour la formation professionnelle et technique, que l'UNESCO résume ci-après :

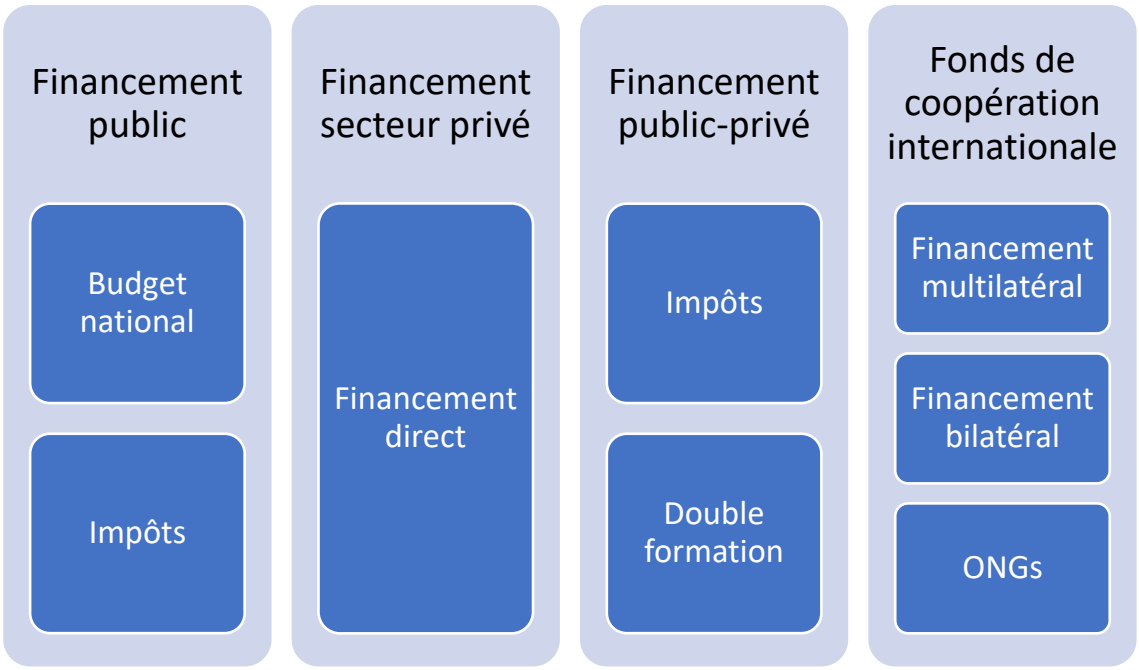


Illustration 8. Sources de financement pour la formation professionnelle. Source : UNESCO

4.2. Financement public en Afrique subsaharienne

L'introduction d'un impôt appliqué généralement aux salaires des entreprises est souvent liée à la création de fonds de formation qui offrent un cadre institutionnel différent des canaux budgétaires du gouvernement pour la collecte et la distribution de ressources au profit du développement de capacités dans le secteur productif. Introduits initialement en Amérique Latine, ces fonds existent aussi en Afrique, en Asie et en Europe.

On peut différentier trois types de fonds en Afrique subsaharienne, selon une étude publiée par l'Agence de Coopération de France (AFD) :

- Formation continue et fonds d'apprentissage avec du financement garantit : ces fonds se concentrent sur l'amélioration des capacités des employés au travail, ceux des jeunes en phase de professionnalisation et les travailleurs en phase de création d'entreprises. Cette approche va de pair avec une autonomie de type administratif et la garantie de revenus stables. Exemples : FONAP-Chad, FDFP-Côte d'Ivoire, ONFPP-Guinée)

- Fonds de formation continue relativement autonomes avec du financement incertain : ces fonds mettent en œuvre de la formation continue et de l'apprentissage, mais les ressources de l'impôt passent à travers le Trésor et ne sont remboursé que partiellement en tant qu'allocation ; cela ne garantit pas des ressources stables, en les déconnectant de l'assiette fiscale et en compromettant

l'opération autonome du fonds. Exemples : FODEFCA-Benin, FAFPA-Burkina Faso, FAFPA-Mali, FAFPCA-Niger, 3FPT-Senegal (ex FONDEF), FNAFPP-Togo

- Fonds à des fins de services publiques bénéficiant du remboursement partiel ou total de l'impôt : ces fonds, comme les deux premiers types de fonds, s'engagent à renforcer la formation continue et l'apprentissage tout en assumant les missions qui relèvent de la compétence de l'État. L'ONFP au Sénégal peut être dans ce groupe, mais il ne peut pas être assimilé comme tel dans les autres modèles de fonds. Exemples : ACFPE dans la République Centrafricaine et FAP-FTP en Mauritanie.

4.3. Financement privé en Afrique subsaharienne

Dans presque tous les pays, la formation professionnelle et technique hors du gouvernement est élevée et elle est en train d'augmenter en termes de nombre d'institutions et élèves. Cette tendance est liée au fait que les fournisseurs privés procurent de la formation pour le secteur informel, qui représente le marché du travail qui connaît une croissance plus rapide dans toute l'Afrique, tandis que les institutions publiques sont formées principalement pour le secteur industriel formel, qui se développe à un rythme beaucoup plus lent.

Les systèmes en Afrique diffèrent d'un pays à un autre, car ils sont promus dans des niveaux différents et dans différents types d'institutions, y compris les écoles techniques et professionnelles (publiques et privées), polytechniques et entreprises.

Il est probable que, au fur et à mesure que les pays luttent avec le secteur, ils montent dans la chaîne de valeur avec une meilleure transparence des données, ce qui permet une compréhension complète de ses secteurs privés.

Actuellement, le 21%, c'est-à-dire, un élève sur cinq suit un enseignement dans le secteur privé. Avec les taux actuels de croissance, il est estimé que ce nombre augmente à un élève sur quatre pour 2021, selon le rapport "The Business of Education in Africa" élaboré par Caerus Capital.

Malgré les gains importants, 30 millions d'enfants en Afrique subsaharienne n'ont pas encore accès à aucune formation de scolarisation et environ un milliard d'enfants auront besoin d'un enseignement dans les trois prochaines décennies.

Le secteur privé de l'enseignement est en train de se développer plus rapidement que le secteur public dans la majorité des catégories d'enseignement en SSA, depuis l'enseignement primaire jusqu'à l'enseignement secondaire et supérieur. L'enseignement privé en Afrique offre une opportunité d'investissement de 16-18 milliards de dollars dans les cinq prochaines années.

Le secteur de l'enseignement privé continuera à jouer un rôle complémentaire dans l'enseignement des enfants, des jeunes et des adultes qui travaillent en Afrique. Le futur de l'enseignement dans les marchés émergents, y compris l'Afrique, seront des systèmes hybrides, et non pas un monopole de financement public avec des provisions publiques de services d'enseignement, seront publics et privés, comme développé à la suite.

4.4. Financement public et privé en Afrique subsaharienne

Il existe un potentiel considérable pour élargir l'accès et améliorer la quantité et l'importance à travers les participations publiques et privées (PPP). Le secteur privé pourrait être mieux intégré si le gouvernement s'implique et cède la gestion pour acquérir une meilleure rentabilité et / ou un meilleur degré d'innovation par rapport au secteur public.

Les accords de PPP peuvent se produire dans toute étape depuis la situation « émergente », dont les conditions pour la participation du secteur privé sont respectées, jusqu'aux situations dans lesquelles le secteur privé est « engagé » ou « intégré » dans l'offre publique.

Les modèles de PPP dans l'enseignement s'étendent à une variété de domaines. Il existe plusieurs modules existants en Afrique subsaharienne et dans tout le monde. À la suite, on inclut des exemples illustratifs :

Type de PPP	Exemples
Formation	- Gestion scolaire supérieure - Fournir des fonds pour des opérateurs privés - Promouvoir l'innovation
Développement d'infrastructures d'enseignement	- Construction et / ou gestion des installations publiques - Partager l'infrastructure publique
Achat de services	- Programmes de formation pour les enseignants - Acquisitions - Apprentissage de langues - Formation en ligne - Élaboration de systèmes de données - Accès à des systèmes d'apprentissage

Tableau 3. Types de PPP en formation. Source : UNESCO. Élaboration ad hoc

Cependant, même si les gouvernements reconnaissent les capacités du secteur privé et sont prêts à s'associer, il n'y a eu que des exemples limités d'étapes concrètes pour les méthodes d'association publiques et privées en Afrique subsaharienne.

De même, dans plusieurs pays africains, le secteur privé contribue indirectement par le biais de salaires, et ces fonds servent à maintenir sa sécurité sociale et aussi pour financer une partie des programmes de formation. Selon l'OCDE, le recouvrement d'impôts sur les salaires et la main-d'œuvre en Afrique est situé à 0,2% du PIB au cours de l'année 2017 (dernière donnée disponible) face au 0,1% représenté en 2008. Dans l'Afrique, la Côte d'Ivoire est celle qui a recouvré le plus en termes de pourcentage du PIB avec le 2%.

Si nous comparons le recouvrement de ce type d'impôt, nous pouvons observer que, au cours de l'année 2017, en termes de pourcentage, le recouvrement en Amérique Latine se situe aussi au 0,2% du PIB de cette région, par contre, dans les pays de l'OCDE, se situe à 0,4% du PIB de ce bloc économique.

Bien qu'il n'y a pas de données spécifiques des montants spécifiques destinés à la formation professionnelle de manière directe au fur et à mesure que les pays africains consolident le système de recouvrement d'impôts par le biais de salaires, on renforcera le système de formation professionnelle publique.

Impôt sur les salaires et la main-d'œuvre (% sur le PIB). Année 2017	
OECD - Moyenne	0,4 (année 2016, dernière donnée disponible)
Afrique	0,2
Amérique Latine et Caraïbes	0,2
Botswana	0,0
Burkina Faso	0,2
Cameroun	0,3
Cap-Vert	0,0
Congo	0,4
République Démocratique du Congo	0,1
Côte d'Ivoire	2,0
Égypte	0,0
Guinée Équatoriale	0,0
Ghana	0,0
Kenya	0,0
Madagascar	0,0
Mali	0,2
Mauritanie	0,0
Maurice	0,1
Maroc	0,0
Niger	0,1
Nigeria	0,0
Rouanda	0,0
Sénégal	0,1
Seychelles	0,0
Afrique du Sud	0,3
Eswatini	0,0
Togo	0,2
Tunisie	0,4
Ouganda	0,0

Tableau 4. Impôt sur les salaires et main-d'œuvre (% sur le PIB). Année 2017. Source : OCDE. Élaboration ad hoc

4.5. Fonds de coopération internationale

L'assistance officielle pour le développement pour l'éducation était de 12,3 milliards de dollars en 2017, au-dessous du record historique de 12,7 milliards de dollars en 2016. Malgré cette diminution du 3%, le financement continue à être supérieur aux 11 milliards attribués au cours des années 2014 et 2015. La proportion du financement total de l'assistance pour le développement destiné à l'éducation a diminué du 8% en 2012 à 6,5% en 2017.

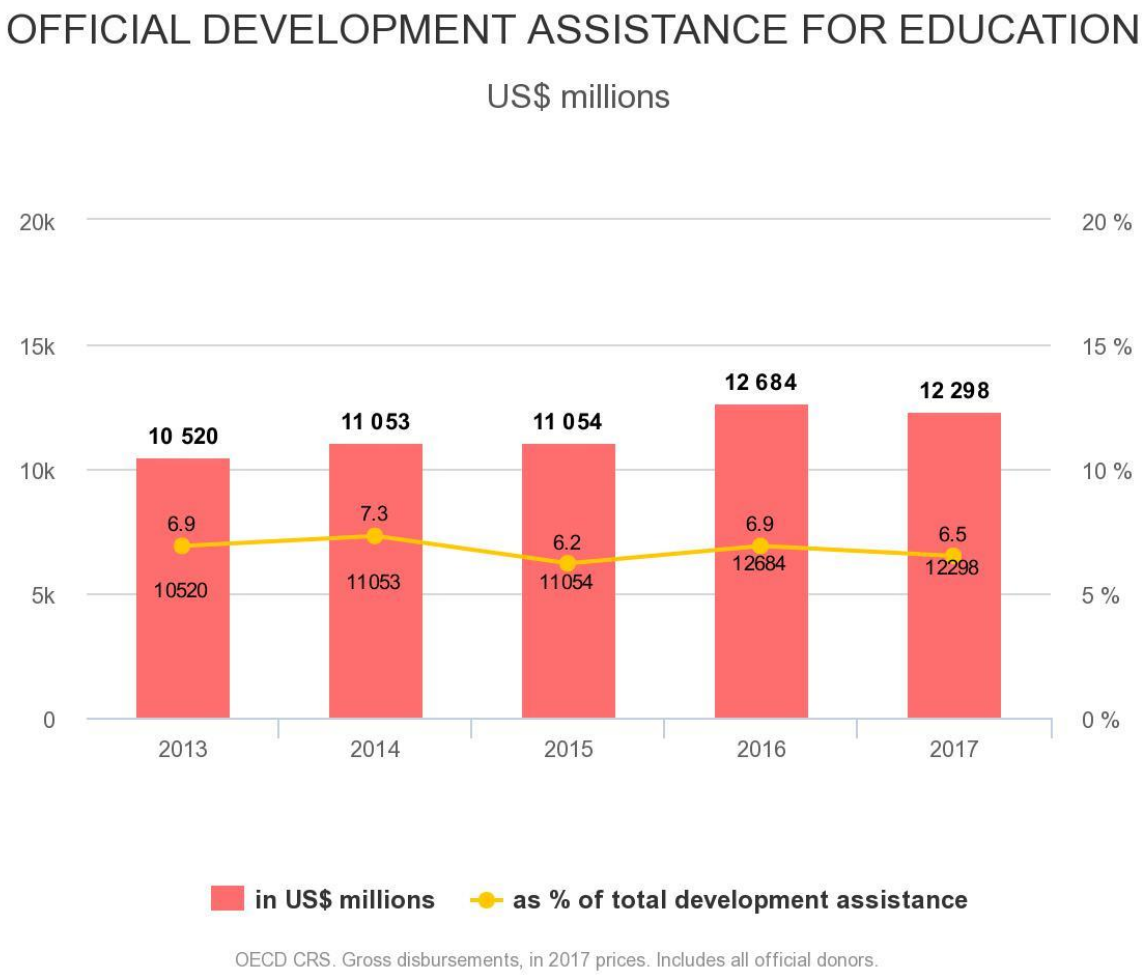


Illustration 9. Soutien Officiel au Développement pour l'Enseignement. Source : OCDE

Conformément aux données de l'OCDE, les principaux donateurs à l'enseignement en 2016 (dernière année pour laquelle on dispose de données complètes spécifiques de tous les donateurs) étaient l'Allemagne, les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et le Japon avec les montants suivants :

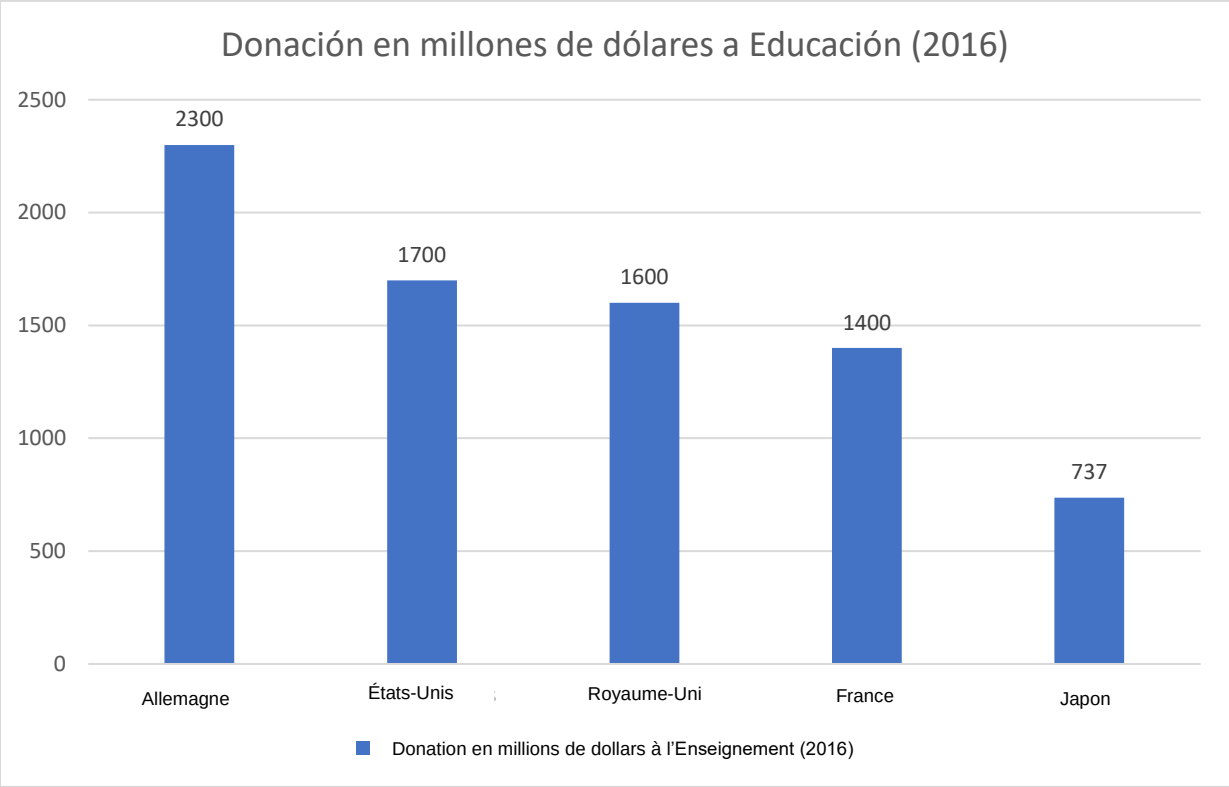
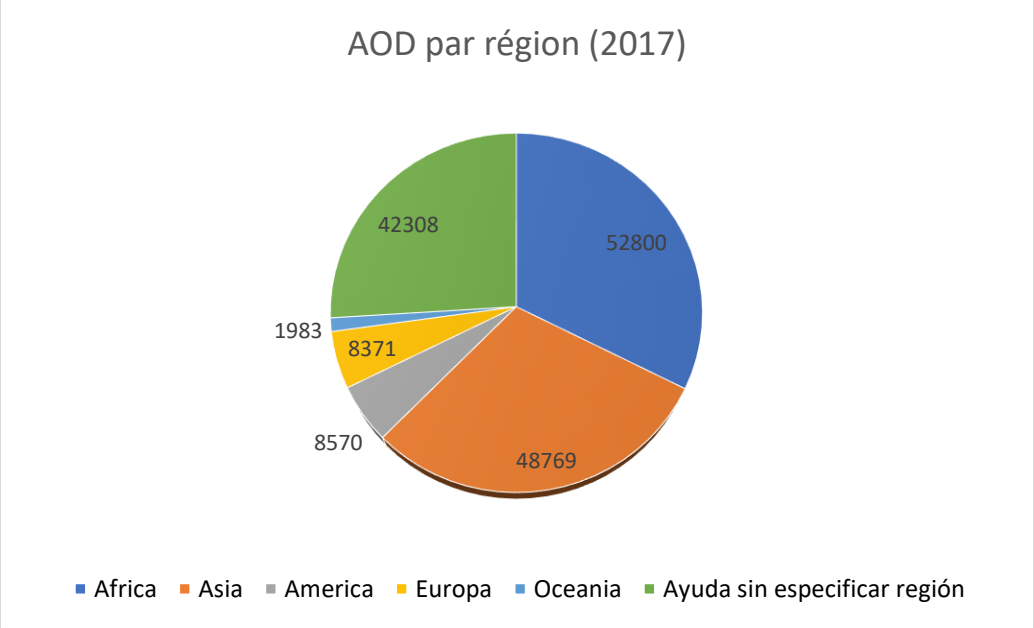


Illustration 10. Donation par pays. Source : OCDE. Élaboration ad hoc

Ces cinq pays agglutinent le 60,92% de l'ensemble de 12,7 milliards consacrés à l'enseignement en 2016 dans le domaine de la coopération. Ces données incluent des fonds bilatéraux et les contributions aux organisations multilatérales qui financent les programmes d'enseignement. Il inclut aussi des bourses et autres coûts d'élèves de pays bénéficiaires qui étudient dans des pays donateurs (qui ne constituent pas des flux financiers transfrontaliers) et qui sont élevés en Allemagne (1,1 milliards de dollars) et la France (804 millions de dollars en 2016). Si nous excluons ce crédit, le classement change légèrement : les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Japon et la France dans cet ordre.

Lorsqu'on observe la proportion du crédit consacré à l'enseignement dans le financement total par pays, un donateur pour l'assistance officielle pour le développement, selon l'OCDE, les principaux donateurs pour l'éducation sont la Nouvelle Zélande (16%), le Portugal (15%), le Luxembourg (14%), la Hongrie (13%) et la Slovénie (12%).

Quant aux bénéficiaires de fonds, dans le cas concret de l'Afrique, au cours de l'année 2017, l'Afrique était le premier bénéficiaire de l'Aide Officielle de Développement en recevant 52,8 milliards de dollars, qui représente le 32,43% du total des aides officielles, selon les données de l'OCDE :



Traduction de la légende : Afrique, Asie, Amérique, Europe, Océanie, Aide sans spécifier la région.

Illustration 11. Aide Officielle pour le Développement par région (année 2017). Source OCDE. Élaboration ad hoc

Si nous approfondissons dans cette analyse de l'investissement ou donation de l'aide officielle au développement dans le domaine de l'enseignement et ses sous-secteurs en Afrique, selon les données de l'OCDE, au cours de l'année 2017, le continent a reçu 5,397 milliards de dollars, desquels 4,258 milliards de dollars étaient engagés à l'investissement en politiques d'enseignement, la recherche avec 1,323 milliards d'euros et 1,271 milliards de dollars pour l'enseignement post-secondaire, comme il est indiqué dans le graphique ci-dessous :

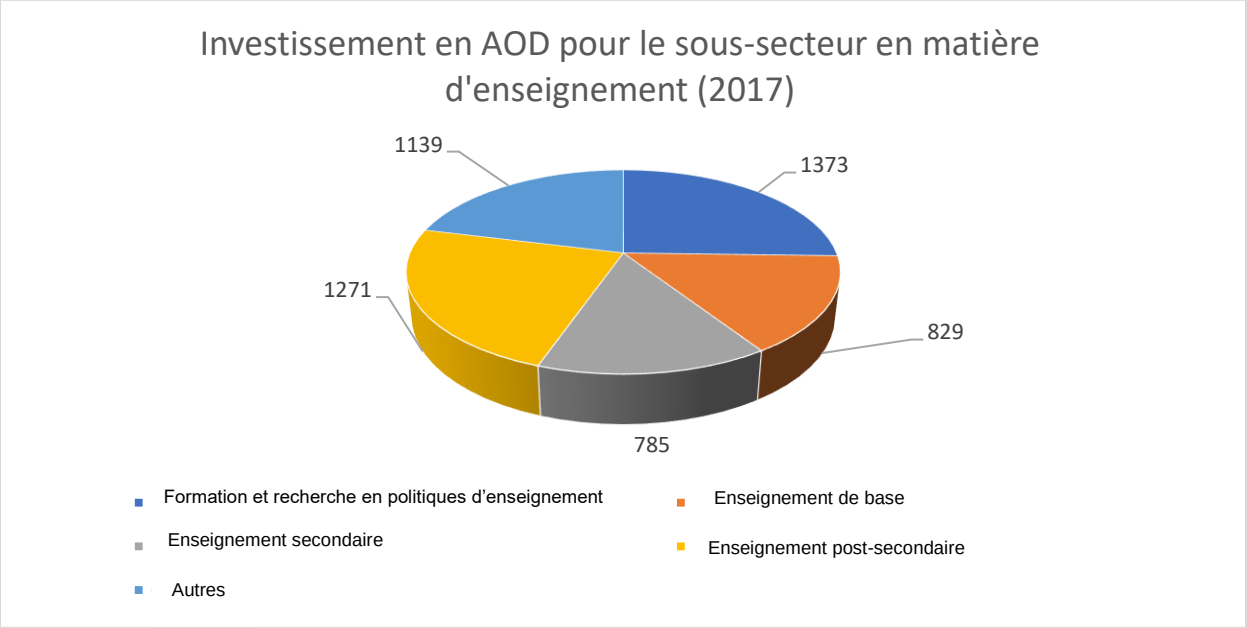


Illustration 12- Investissement par sous-secteur en matière d'enseignement au cours de l'année 2017. Source : OCDE. Élaboration ad hoc

L'évolution de l'aide officielle à l'enseignement en Afrique a demeuré stable dans le temps, surtout depuis l'année 2000 et 2017 entre les fonds multilatéraux et bilatéraux, selon les données de l'OCDE.

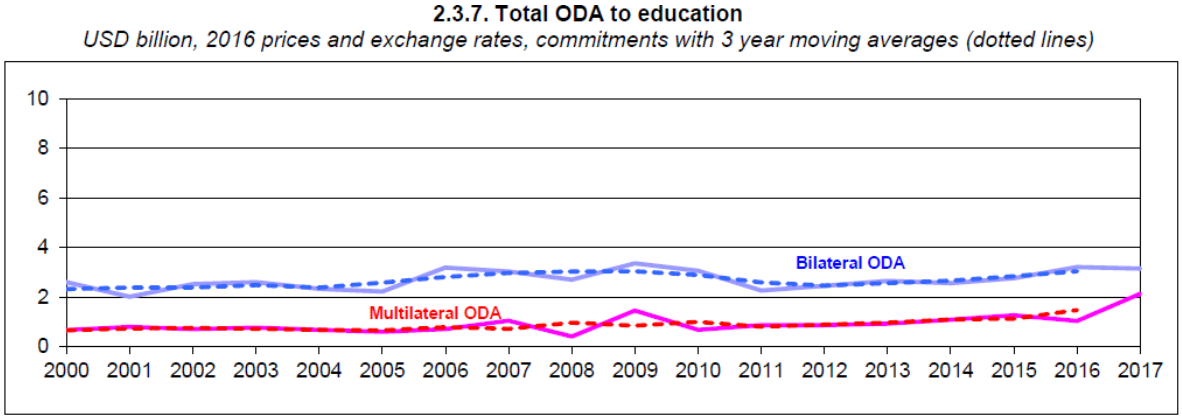


Illustration 13. Évolution de l'AOD en Afrique 2000-2017. Source OCDE

À la suite, on compare les données dans un tableau avec les dix donateurs principaux de l'AOD avec les dix principaux pays receveurs de ces fonds pour l'éducation dans le continent africain au cours de l'année 2017. Conformément à l'analyse de ces données, se détache comme première position des organismes contribuant le plus au développement à l'enseignement en Afrique l'Association de Développement International (IDA, ses sigles en anglais) de la Banque Mondiale avec le 37,22% de la contribution totale au cours de l'année 2017.

Après l'IDA, suit la France de loin avec le 14,62% du total et les États-Unis avec le 13,19%. Les dix principaux donateurs au cours de l'année 2017 ont représenté le 90,27% du total de l'aide au développement en matière d'enseignement au cours de l'année 2017, conformément aux données de l'OCDE.

Quant aux principaux pays receveurs, tel qu'il est apprécié dans le tableau suivant, au cours de l'année 2017, le principal pays bénéficiaire de fonds pour l'éducation était le Nigeria, suivie du Maroc et de l'Éthiopie. Ces trois pays ont accumulé le 36,24% du total des 5,397 milliards de dollars et les dix principaux récepteurs de l'AOD pour l'enseignement ont reçu le 62,85% du total de cette aide officielle en matière d'enseignement en Afrique au cours de l'année 2017, selon les données de l'OCDE :

Contributions (millions de dollars)	Nigeria	Maroc	Éthiopie	Tanzanie	Kenya	Égypte	Mozambique	Rouanda	Côte d'Ivoire	Algérie	Autres	Total
IDA (Banque Mondiale)	617	-	475	80	200	-	63	120	38	-	228	**1 820**
France	3	239	4	1	1	13	1	2	23	113	388	**789**
États-Unis	23	236	44	21	17	65	5	6	31	-	265	**712**
Allemagne	18	42	23	4	22	52	23	4	2	8	305	**504**
Japon	2	4	18	3	9	119	6	4	1	0	141	**307**
UE (toutes les institutions)	-	79	-	-	-	-	-	-	-	-	172	**251**
Norvège	5	-	11	2	0	0	1	0	0	-	134	**153**
Suède	0	0	5	127	1	0	-	1	-	0	11	**145**
Italie	1	0	6	3	2	0	44	0	3	0	54	**113**
Royaume-Uni	6	0	2	27	2	4	0	8	0	0	29	**78**
Autres	7	52	36	22	9	7	62	18	34	3	275	**523**
Total	**682**	**651**	**623**	**288**	**262**	**260**	**204**	**165**	**132**	**125**	**2 004**	**5 397**

Tableau 5. Majeurs donateurs et receveurs de financement en matière d'enseignement (2017). Source : OCDE. Élaboration ad hoc

4.1. Projets multilatéraux en vigueur de formation professionnelle au Sénégal, en Mauritanie et au Cap-Vert

À la suite, on indique les projets actifs de la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, l'Union Européenne et les principales agences de coopération bilatérales agissant en Afrique subsaharienne et, concrètement, dans les pays visés. De même, dans les annexes, on inclut la liste entière de projets en vigueur dans le continent africain.

Pays/Région	Projet	Organisme de financement	Organisme local de coordination	Montant
Sénégal	SENEGAL - Skills for jobs and competitiveness	Banque Mondiale	Direction de la Formation Professionnelle et Technique	35.000.000 (USD)
Mauritanie	Mauritania First Competition and Skills DPO	Banque Mondiale	Direction de la Formation Professionnelle	50.000.000 (USD)
Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Sénégal	Compétences pour Demain	Agence de Coopération de la France (AFD)	Comité National pour le Développement des Réseaux de l'Education en Afrique de l'Ouest – Sénégal (CNDREAO)	2.000.000 (EUR)
Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Madagascar, Mali, Maroc, Sénégal, Chad, Togo	Être solidaires pour la réussite des jeunes et des territoires ruraux MFR	Agence de Coopération de la France (AFD)	MFR Sénégal	1.800.000 (EUR)
Cap-Vert	Employment and Employability	Agence de Coopération du Luxembourg	Direcção geral do Emprego, Formação Profissional e Estágios Profissionais	10.000.000 (EUR)
Cap-Vert	Supporting the partnership between the Center for Renewable Energies and Industrial Maintenance (CERMI) and the Center of competence-Technical Engineering of Luxembourg (CdC-GTB)	Agence de Coopération du Luxembourg	Direcção geral do Emprego, Formação Profissional e Estágios Profissionais	10.000.000 (EUR)

Cap-Vert	Strengthening the regional positioning of the Center for Renewable Energy and Industrial Maintenance of Cabo Verde	Agence de Coopération du Luxembourg	CERMI	2.000.000 (EUR)
Sénégal	Vocational and Technical Training and Employability	Agence de Coopération du Luxembourg	Direction de la Formation Professionnelle et Technique	30.223.850 (EUR)
Sénégal	Developing Employment in Senegal: Strengthening Employability and Business Competitiveness in Departure Areas	Agence de Coopération du Luxembourg	Direction de la Formation Professionnelle et Technique	19.000.000 (EUR)
Burkina Faso, Cameroun, Chad, Gambie, Ghana, Guinée, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal	Archipelago	Commission Européenne	Divers	15.000.000 (EUR)

Tableau 6. Projet multilatéraux de FP au Sénégal, en Mauritanie et au Cap-Vert. Source : diverses. Élaboration ad hoc

5. ANNEXE. Liste de projet TVET en Afrique subsaharienne

5.1. Banque Mondiale

Titre du projet	Pays	Nº Projet	Montant (millions de dollars)	État	Date d'approbation
CHAD Skills Development for Youth Employability Project	Chad	P164297	50.00	Actif	June 21, 2019
Maldives: Enhancing Employability and Resilience of Youth Project	Maldives	P163818	20.00	Actif	June 14, 2019
Social Protection and Skills Development Project	Sao Tome and Principe	P163088	10.00	Actif	September 27, 2018
Niger Skills Development for Growth Project Additional Financing	Niger	P163467	50.00	Actif	April 10, 2018
Gabon - Skills Development and Employability Project	Gabon	P146152	100.00	Actif	February 10, 2016
Additional Financing for Mozambique Higher Education Science and Technology Project	Mozambique	P146602	45.00	Actif	April 28, 2015
SENEGAL - Skills for jobs and competitiveness	Sénégal	P145585	35.00	Actif	December 8, 2014
CONGO - Rep. Skills Development for Employability Project	Congo, Republic of	P128628	10.00	Actif	September 17, 2013
NIGER Skills Development for Growth Project	Niger	P126049	30.00	Actif	April 30, 2013
Mauritania First Competition and Skills DPO	Mauritanie	P167348	50.00	Actif	July 24, 2019

5.2. Banque Africaine de Développement

ID	Project name	Country	Status	Approval
P-NA-I00-001	EDUCATION AND TRAINING QUALITY IMPROVEMENT PROJECT	Namibie	Ongoing	04-Dec-2017
P-ZM-IAD-002	EDUCATION FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT IN AFRICA (ESDA-NMRM) - NATURAL MINERAL RESOURCE MANAGEMENT	Zambie	Ongoing	14-Dec-2016
P-ZA-IA0-002	MIC - EDUCATION FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT IN NATURAL MINERAL RESOURCES MANAG. OPERATION (MIC-ESDA)	South Africa	Ongoing	19-Feb-2016
P-NA-IAD-004	MIC - SUPPORT TO THE NAMIBIA NATIONAL COUNCIL ON HIGHER EDUCATION (NCHE)	Namibie	Ongoing	03-Feb-2016
P-SD-IA0-001	CAPACITY BUILDING FOR IMPROVED QUALITY OF THE EDUCATION SYSTEM AND SKILLS DEVELOPMENT	Soudan	Ongoing	20-May-2015
P-Z1-IB0-016	EAST AFRICA'S CENTRES OF EXCELLENCE FOR SKILLS AND TERTIARY EDUCATION IN BIOMEDICAL SCIENCES PHASE 1	Multinational	Ongoing	03-Oct-2014
P-TZ-IAD-001	SUPPORT TO TECHNICAL VOCATIONAL EDUCATION AND TRAINING AND TEACHER EDUCATION	Tanzanie	Ongoing	02-Apr-2014
P-ZM-IA0-005	SUPPORT FOR SCIENCE AND TECHNOLOGY EDUCATION PROJECT (SSTEP/HEST)	Zambie	Ongoing	20-Nov-2013
P-UG-IAD-001	HIGHER EDUCATION SCIENCE AND TECHNOLOGY (HEST) PROJECT	Ouganda	Ongoing	21-Nov-2012
P-KE-IAD-001	SUPPORT TO HIGHER EDUCATION SCIENCE AND TECHNOLOGY TO ENHANCE QUALITY - HEST PROJECT	Kenya	Ongoing	14-Nov-2012
P-MW-IAD-001	SUPPORT TO HIGHER EDUCATION SCIENCE & TECHNOLOGY & TECHNICAL, ENTREPRE.AND VOCATIONAL EDUC PROJECT	Malawi	Ongoing	08-Feb-2012

ID	Project name	Country	Status	Approval
P-ER-IAE-001	SUPPORT TO TECHNICAL VOCATIONAL EDUCATION AND TRAINING AND TEACHER EDUCATION	Érythrée	Ongoing	30-Nov-201

5.3. Union Européenne

Projet	Engagement (EUR)	Versé (EUR)
Totaux	61.109.978	14.670.807
Maximizing Employment Outcome of Investment in Africa (SCR.DEC.042342.01.1)	14.910.000	0
Civil Society Organisations as actors of Governance and Development Work in the Field (SCR.DEC.040919.02.3)	NA	406.157
EU-AU Skills Initiative (SCR.DEC.041286.03.1)	3.000.000	0
Annual Action Programme 2018 for the Instrument contributing to Stability and Peace - Conflict prevention, peace-building and crisis preparedness component (Article 4) (SCR.DEC.041357.01.1)	NA	1 220 446
Qualification of women in the agriculture and nutrition sector (2018001304)	NA	5 114 167
Skills Initiative for Africa, Phase II(2018137073)	21.999.975	0
Skills Initiative for Africa(2018000992)	NA	1 292 480
EU-AU Skills Initiative (SCR.DEC.041286.03.2)	13 200 000	1 442 500
Qualification for sustainable agricultural growth in Africa(2018001177)	NA	3 409 950
Skills Initiative for Africa, Phase III(2018140519)	8 000 003	0
Qualification for sustainable agricultural growth in Africa (2018000567)	NA	58 860
Skills Initiative for Africa (2016137016)	NA	1 726 247

Source : Commission Européenne

5.4. Agence de Coopération de France (AFD)

Projet	Pays	Thématique	Montant du financement	Type de financement
Encourager le développement de filières de formation aux métiers de la création numérique	Kenya	Emploi décent, Industries culturelles et créatives, Éducation et formation, Emploi	800000	Subvention
ARCEFA – Projet d'appui au réseau des centres d'éducation, de formation et d'apprentissage	Congo	Éducation et formation	8000000	Contrat de désendettement et de développement (C2D), Subvention
Développer les compétences et l'employabilité des jeunes	Congo	Éducation et formation, Emploi	8000000	Contrat de désendettement et de développement (C2D)
ADEFAC - La formation continue au service de la gestion durable des forêts	Cameroun, Congo, Gabon, République démocratique du Congo	Éducation et formation	5000000	Subvention
Compétences pour Demain	Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Sénégal	Éducation et formation	2000000	Subvention ONG
Poursuivre le déploiement de l'initiative École et langue nationale en Afrique - ELAN 3	Madagascar, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, République démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, Togo	Éducation et formation	2000000	Subvention
Être solidaires pour la réussite des jeunes et des	Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Madagascar, Mali, Maroc, Sénégal, Tchad, Togo	Éducation et formation	1800000	Subvention ONG

territoires ruraux MFR				

5.5. Agence de coopération du Luxembourg

COUNTRY	CODE	TITLE
Burkina Faso	BKF/018	Implementing the National Education and Technical and Vocational Training Policy
Burkina Faso	BKF/026	Support to the National Education and Technical and Vocational Training Policy in Burkina Faso
Cap-Vert	CVE/081	Employment and Employability
Cap-Vert	CVE/085	Supporting the partnership between the Center for Renewable Energies and Industrial Maintenance (CERMI) and the Center of competence-Technical Engineering of Luxembourg (CdC-GTB)
Cap-Vert	CVE/881	Strengthening the regional positioning of the Center for Renewable Energy and Industrial Maintenance of Cabo Verde
Mali	MLI/022	Technical and Vocational Training
Niger	NIG/024	Support to the National Vocational Training and Professional Insertion Programme in Niger II
Niger	NIG/801	Socioeconomic development through support for training and youth professional integration in Agadez and Zinder regions
Sénégal	SEN/032	Vocational and Technical Training and Employability
Sénégal	SEN/801	Developing Employment in Senegal: Strengthening Employability and Business Competitiveness in Departure Areas